

Deux paradigmes concurrents pour l'après-coronavirus ?

Alors que la crise du coronavirus s'installe pour durer, on constate des registres de discours très distincts dans la manière de penser les futures solutions, destinées à nous projeter dans l'après-coronavirus. Derrière certains types de mesures d'urgence, se profilent des visions du monde diamétralement opposées, selon deux dimensions d'arbitrage. La première de ces dimensions concerne le rapport hommes-technologies. La seconde, qui lui est directement liée, renvoie aux conceptions de l'espace et du temps dans lequel reconfigurer notre monde. Ce billet propose de comprendre à quel registre elles renvoient et quelle vision de l'avenir elles convoquent.

Le choix du virtuel : vers un effacement de l'homme partout où cela est possible

Dans l'adaptation à la crise, comme dans la recherche de solutions au problème du déconfinement, et plus généralement dans la préfiguration du monde à venir, un premier courant de pensée convoque en priorité les possibilités technologiques compatibles avec l'absence d'interactions humaines dans la transaction à effectuer. On retrouve dans cet ordre d'idée un grand nombre de pratiques effectives dès le basculement en économie confinée. S'y rangent le télétravail, en tout premier lieu, les visioconférences, mais aussi la livraison de repas et de courses, la diffusion de biens culturels virtualisés (visite de musées, programmes audiovisuels, livre électronique, etc.), l'enseignement à distance, la téléconsultation médicale, et l'on en passe.

Un élément symbolique de la prégnance des représentations technophiles, exprimées ou implicites, en faveur de l'économie à distance, concerne l'encouragement à la livraison de repas à domicile. Autorisée d'emblée, expressément présentée comme solution à la fermeture des lieux de restauration, la livraison à domicile n'a jamais été soumise au questionnement sur les chaînes de transmission du virus pouvant y être liées. Dans le même ordre d'idée, le maintien des modes de déplacement à la demande (vélos, trottinettes) n'a pas été questionné.

Au-delà de ces deux activités symboliques de l'économie à distance, on a vu se développer un discours niant les difficultés réelles de l'activité en télétravail. Ce discours a à la fois exagéré la part d'activités éligibles à cette possibilité, surestimé les habitudes déjà éprouvées en la matière, négligé les facteurs rendant cette bascule délicate pour les salariés comme pour les entreprises ou institutions organisatrices, enfin relativisé les enjeux de productivité au nom de l'urgence de la crise et des réponses à y apporter (lire billet n°178 à paraître et webinaire Secafi « [Le télétravail en confinement : un objet social non identifié](#) »).

La marche suivante réside dans la projection au-delà de la crise. On voit alors fleurir, y compris dans la parole gouvernementale (les nombreuses interventions de premier plan de M. Cédric O, Secrétaire d'Etat au Numérique, en témoignent), un discours présentant le recours aux technologies de traitement de l'information à distance comme solution quasi universelle. Le premier exemple est celui du traçage des malades (ou des personnes rendues insensibles au virus). Mais cette même logique tire d'autres fils : simplifications administratives, élimination des contacts humains et gains de productivité liés se combinent pour valoriser ces solutions aux yeux de leurs promoteurs.

Les arguments sanitaires (minimiser les risques de contagion en éliminant le plus possible le contact physique) se combinent aux arguments économiques : économie de main d'œuvre, capacité à traiter des opérations à distance (donc possiblement à délocaliser dans les pays de moindre coût de main d'œuvre), économie de lieux (de bureaux, d'établissements culturels ou festifs, d'établissements de

soin, etc.) et des coûts qui y sont liés, réduction des coûts de déplacements et de voyages d'affaires, etc.

Se dessine une économie pauvre en temps humain ou mobilisant un temps humain mobilisé « à la tâche » et à distance, avec un redémarrage économique sans perspectives d'emploi pour l'essentiel de la population employée, mais dont les conséquences seraient plus marquées dans certains secteurs : dévalorisation immobilière et d'infrastructures de transports sans précédent en temps de paix, effondrement durable des métiers du service présentiel (incluant le tourisme, la restauration, le culturel, le soin non technologique aux personnes). En compensation, les industries du divertissement numérique se proposeraient de distraire une large population. Cela constituerait un boulevard pour les GAFAM qui seraient alors gagnants à la fois dans les mutations de l'organisation du travail et dans la proposition de services à distance dans les domaines essentiels de la vie sociale (enseignement, culture, loisirs, sports, soins, activités festives).

Dès lors, sous couvert de pragmatisme et de solutions immédiates, c'est un nouveau paradigme de l'équilibre entre l'homme et la machine qui serait en jeu, mais aussi une nouvelle conception de l'espace et du temps. Appliquée schématiquement au secteur du tourisme, cette conception nous ferait passer d'une promesse expérientielle (« nous vous ferons découvrir un pays, durant l'instant privilégié de vos vacances ») à une consommation compensatoire (« nous vous ferons voyager, à l'instant de votre choix, depuis votre canapé d'inactif désœuvré »). Nul doute que le discours sur le revenu universel y trouverait quelques supporters fortunés...

Le choix de l'humain : reconstruire des chaînes de protection, de prévention et de maîtrise à la portée des populations

Pour autant, une conscience collective pourrait émerger face à l'évidence : nous avons mis en risque nos capacités de soin, de prévention, de protection, nous avons perdu la maîtrise de nos lignes d'approvisionnements, nous nous sommes mis en risque par hyperextension et hyper-dépendance des chaînes mondiales de production. Cet ordre de pensée emmène à une autre réponse, tournée vers des territoires totalement différents du paradigme porté par les technologies de traitement digital à distance : autre équilibre entre hommes et machines ; autre conception de l'espace et du temps.

Il s'agit alors de refonder l'économie et la société sur une prédominance des interactions, dans un cadre permettant leur maîtrise, celle des interactions elles-mêmes d'une part (les fameux « gestes barrière »), et celle des productions de biens et de services échangés d'autre part. Un tel cadre suppose nécessairement une bascule vers les pratiques de prévention et vers la relocalisation des chaînes d'interaction économique. Il s'exercera donc au détriment des recherches d'économies immédiates (« pas besoin de stocks de précautions ; pas de lits vides dans les hôpitaux »). Au contraire, des capacités de prise en charge précoce de certains dysfonctionnements seraient redéveloppées. Coûteuses *ex ante*, leur justification économique serait d'éviter d'avoir à stopper la machine économique tous les cinq ou dix ans... Ce qui exclut certes les gains privés à court terme, mais repose sur la socialisation des gains collectifs en moyenne période.

Ces deux conceptions (choix du virtuel et choix de l'humain) doivent être comprises dans leurs soubassements, leurs attendus et leurs conséquences afin de bien pouvoir juger de chaque solution, chaque mesure envisagée à la sortie future de la crise.

Sont-elles compatibles ? Peut-on les combiner en sélectionnant le meilleur de chacune d'elles ? Cela paraît vraisemblable. Les circuits courts s'accommodent très aisément des moyens digitaux de

commande et de livraison, par exemple. De même, les technologies peuvent aider à reconfigurer plus vite la proposition de services d'un hôpital.

Mais cette combinaison est-elle atteignable par le simple jeu du marché et des préférences spontanées ? Là, un doute subsiste, qui justifie une réflexion collective et un engagement politique et non un choix technocratique guidé par une pseudo-efficacité immédiate.